

Afrique du Sud: les banques invitées à intervenir

Presse Canadienne

CANBERRA

A-8

Huit ministres des Affaires extérieures du Commonwealth ont décidé, hier, de demander aux banques d'imposer de sévères conditions à l'Afrique du Sud, en juin 1990, au moment du rééchelonnement de la dette étrangère de ce pays.

Le but de cette démarche, a expliqué le président de la conférence, le ministre canadien Joe Clark, est d'appliquer une plus forte pression contre l'Afrique du Sud, afin de l'obliger à abandonner sa politique d'apartheid.

Le Commonwealth, a déclaré M. Clark, va proposer une réunion avec les dirigeants des banques, à qui l'Afrique du Sud doit des milliards de dollars, pour leur expliquer la situation.

«Le monde sait que la question du rééchelonnement est urgente, a noté le ministre canadien. Nous croyons possible d'établir des contacts avec les banques des États-Unis et de l'Europe, afin de produire peut-être un effet quelconque sur ces liens financiers».

Selon les ministres du Commonwealth, les banques pourraient imposer les taux d'intérêt les plus élevés possible et obliger l'Afrique du Sud à ne pas étaler sa dette au-delà de dix ans.

Crédit

Les ministres se sont engagés à inciter les gouvernements étrangers à ne plus faire crédit à l'Afrique du Sud dans ses transactions internationales.

À leur opinion, les banques devraient également exiger des compagnies qui effectuent des emprunts, à l'extérieur de l'Afrique du Sud, qu'elles fournissent les détails de tout lien avec ce pays et qu'elles établissent que le prêt n'a pas pour but de contourner les sanctions.

Les ministres ont accepté, finalement, d'étudier un rapport indépendant, qui leur conseille d'imposer de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud, puisque les sanctions actuelles n'ont que partiellement réussi.

Parmi ces nouvelles sanctions, on signale l'interdiction d'importer tout produit agricole, tout minéral (y compris le charbon, l'acier et l'uranium) et tout produit manufacturé d'Afrique du Sud.

Le ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, M. Pik Botha, avait écrit à M. Clark, plus tôt, pour lui demander de rejeter ce rapport. Il avait signalé que la plupart des Noirs, en Afrique du Sud, rejetaient les sanctions économiques comme arme politique.

Parlant uniquement à titre de représentant du Canada, M. Clark a fait savoir qu'il ne prévoyait pas de nouvelles sanctions «à court terme».